Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 35 (1943)
Heft: 2

Artikel: L'économie suisse au cours de la troisième année de guerre
Autor: Weber, Max
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384342

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

35me année | Février 1943 | No 2

L'économie suisse au cours de la troisième année de guerre.

Par *Max Weber.*

En 1942 (les Etats belligérants englobant déjà le 90 % de la population de la planète), la guerre ne s'est pas étendue à de nouveaux territoires. Seuls quelques pays de l'Amérique du Sud ont franchi le pas qui sépare la « non-belligérance » (ou pré-belligérance) de la déclaration de guerre. En revanche, les opérations militaires se sont fortement intensifiées, ce qui a provoqué nombre de répercussions économiques.

L'évolution économique à l'étranger.

A l'étranger, la mobilisation des ressources économiques s'est poursuivie. La main-d'œuvre, les moyens de production et les matières premières sont réservés en premier lieu à la conduite de la guerre, au détriment naturellement de la consommation civile. L'adaptation du peuple allemand à l'économie de guerre, on le sait, a commencé bien avant le second conflit mondial. Elle a été si rigoureusement menée que le peuple allemand, comme la Marguerite de «Faust», peut dire à l'Etat: «J'ai déjà tant fait pour toi qu'il ne me reste presque plus rien à faire.» La production des biens destinés à la consommation civile (à l'exception de l'alimentation, qui fonctionne encore d'une manière satisfaisante) a fléchi de telle sorte que de nombreuses marchandises sont devenues introuvables. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, il ne semble pas que le Reich, bien qu'il ait recouru à des millions de travailleurs étrangers (on estime à 2 millions le nombre des Français qui travaillent directement pour l'Allemagne, Réd.) ait pu intensifier sensiblement sa production de guerre; on est même enclin à penser qu'elle n'a pas augmenté. Les récents succès de l'offensive russe ont engagé le Reich a proclamer la *mobilisation totale;* mais on ne voit pas comment l'Allemagne, même en décrétant la fermeture de

toutes les entreprises « superflues » du commerce et des arts et métiers, parviendra à remplacer sur le front économique, où ils ne sont pas moins indispensables, les soldats enlevés à leur activité par cette « levée en masse ».

En Grande-Bretagne également, la production de guerre se rapproche de la limite optimum; aux Etats-Unis, en revanche, et avant tout en Amérique du Sud, on dispose encore d'énormes réserves. Aux Etats-Unis, les réserves de main-d'œuvre à la disposition de l'industrie des armements demeurent considérables. Les restrictions imposées à la consommation civile, si l'on fait abstraction du rationnement des pneus et de la benzine, ne font que commencer. La production de guerre américaine est encore susceptible de s'accroître dans d'extraordinaires proportions. Quant à la Russie, elle a démontré que ses réserves d'hommes et de matières premières — comme aussi l'excellence de son organisation — lui permettent, malgré la perte d'immenses territoires avec leurs installations industrielles, leurs mines et leurs voies de communications, d'atteindre des chiffres de production que personne n'avait cru possibles.

Pour les raisons que nous venons d'énumérer, ces efforts ont abouti à des résultats très variables dans les divers pays, ce qui est aussi l'une des causes essentielles du déplacement des rapports de forces sur les divers fronts. De même, il n'est pas besoin d'être grand prophète pour prévoir que le déplacement du rapport des forces économiques se poursuivra de la même manière en 1943.

Dans notre tableau de l'année dernière, nous avons déjà relevé que l'on ne peut plus parler d'un « marché mondial » dans l'acception classique du terme. Néanmoins, l'Amérique constitue encore non seulement le plus vaste des marchés, mais encore celui qui s'est le moins ressenti, jusqu'à maintenant, des interventions de l'Etat. Nous mentionnerons donc, ci-dessous, quelques-unes des cotations de la bourse de New-York, qui donnent tout au moins quelques indications sur l'évolution internationale des prix (étant donné qu'il s'agit de certains produits standards faisant l'objet de grosses transactions):

	Fin août 1939	Fin déc. 1940	Fin déc. 1941	Fin déc. 1942	Augmentation en % depuis août 1939
			(en cents)		
Blé, Winnipeg	59,00	74,00	74,13	90,00	+ 53
Café, brit.	7,38	5,38	13,25	13,38	+ 81
Laine, brit.	—	—	111,00	111,00	—
Coton, brit.	8,91	10,50	16,98	20,90	+135
Caoutchouc, brit.	18,38	9,56	25,00	24,88	+ 35
Benzine, U. S. A., par gallon .	5,13	3,50	6,07	5,82	+ 13
Cuivre, brit.	—	12,00	12,00	17,00	—

Nous constatons qu'au cours de cette guerre, la hausse des matières premières n'a pas été aussi exorbitante qu'on eût été fondé à l'admettre; dans tous les cas, elle a été inférieure à celle enregistrée de 1914 à 1918. Certaines cotations, celles du blé notamment, sont encore inférieures au niveau de 1929. Seul fait exception le prix du coton, mais qui était extraordinairement bas en août 1939. En Europe (c'est-à-dire dans les pays qui dépendent de l'importation), le renchérissement est plus marqué ensuite de la pénurie du tonnage et de la très forte augmentation des frais de transport.

Comparativement à l'année précédente,

la situation économique de la Suisse

ne s'est pas modifiée fortement en 1942. La montée des prix s'est poursuivie, bien qu'à un rythme plus lent. Les importations de denrées alimentaires ont diminué et les autorités ont été obligées d'étendre le rationnement au pain et au lait; les principaux produits alimentaires sont maintenant rationnés. Le ravitaillement en matières premières est toujours plus difficile; jusqu'à maintenant, toutefois, il a été possible de maintenir en activité les principales industries. Le degré d'occupation peut être considéré comme excellent et le chômage s'est maintenu au niveau inférieur de l'année précédente.

Comme d'habitude, nous allons passer en revue un certain nombre de secteurs.

Bien que la Confédération ait été obligée de couvrir une partie importante des dépenses de mobilisation par des emprunts, la grande liquidité du

marché de l'argent

s'est maintenue. L'encaisse « or » de la Banque nationale a atteint le chiffre record de 3565 millions de francs; étant donné qu'il n'est plus possible de disposer librement des devises (y compris les dollars), le stock de devises est tombé à 62 millions de francs contre 679 millions de francs en décembre 1941. La somme des billets de banque en circulation a atteint — à fin décembre — 2637 millions de francs, soit un niveau record. Si une grande partie de cette somme n'était pas thésaurisée à titre de réserves, l'ampleur de cette circulation fiduciaire aurait certainement des répercussions fâcheuses sur le mouvement des prix.

La valeur nominale des emprunts émis en 1942 a atteint un total de 709 millions, se répartissant comme suit:

	Emissions publiques d'obligations (sans les conversions)		Emissions d'actions	Montant total des capitaux investis
	Emprunts suisses	Emprunts étrangers		
	en millions de francs			
1936	419	—	1	420
1937	276	193	16	485
1938	171	65	7	243
1939	68	—11	5	62
1940	519	—	—	519
1941	913	—	22	935
1942	696	—	13	709

Les emprunts de la Confédération ont été inférieurs de 217 millions à ceux de 1941 (584 millions de francs « seulement » contre 827 millions l'année précédente). L'encaissement du sacrifice de crise et le léger recul des dépenses de mobilisation expliquent cette diminution. Les nouvelles émissions d'actions n'atteignent pas une somme considérable; pourtant, il ne faut pas oublier que certaines émissions ont été gratuites (Société pour l'industrie de l'aluminium, Neuhausen, et Fabrique d'explosifs de Dottikon) ou mises à la disposition des actionnaires à des conditions très avantageuses (Société pour l'industrie chimique).

L'évolution du *taux de l'intérêt* ressort du tableau ci-dessous, qui indique le rendement moyen de douze emprunts fédéraux sur la base des cours de bourse:

		En %
Moyenne annuelle	1936	4,43
» »	1937	3,41
» »	1938	3,24
» »	1939	3,76
» »	1940	4,06
» »	1941	3,39
» »	1942	3,15
Décembre	1941	3,27
»	1942	3,32

En 1942, le rendement des titres d'Etat a été inférieur de 0,24 % (en moyenne) au niveau de l'année précédente. Toutefois, si l'on compare entre eux les chiffres de décembre 1941 et décembre 1942, on constate une infime progression de 0,05 %; cette dernière est de 0,24 % au regard du chiffre le plus bas (3,09 en octobre 1942). En fait, on a enregistré, pendant la seconde moitié de novembre, un fléchissement net des cours des papiers d'Etat, qui se sont à peine redressés depuis. Ce phénomène s'est manifesté si brusquement que l'on a de la peine à croire à une évolution naturelle (consécutive, par exemple, à une saturation du marché par les emprunts fédéraux); on tend plutôt à penser que les milieux

financiers, par des ventes massives, ont provoqué un fléchissement des cours, qui a entraîné à son tour une augmentation du rendement. En d'autres termes, cette opération est assimilable à un « mouvement de salaires » du capital. En conséquence, les cantons et les communes ont été obligés de lancer leurs récents emprunts à 3,5 % pour trouver preneurs. Etant donnés les cours actuels des obligations, il est probable que la Confédération, en émettant son prochain emprunt, devra consentir un taux d'intérêt plus élevé. Pour le moment, il semble que cette manipulation ait atteint son but en déclenchant un renchérissement de ¼ % du loyer de l'argent. L'avenir nous dira s'il s'agit d'un phénomène passager ou si nous allons au-devant d'une augmentation progressive du taux de l'intérêt.

Jusqu'à maintenant, la fluctuation du cours des obligations n'a pas encore eu de répercussion sur les taux d'intérêts des banques, comme l'indique le tableau ci-dessous:

	Taux d'intérêt en %			
	Obligations de caisse		Dépôts d'épargne	Hypothèques de 1er rang
	moyenne de			
	12 banques cantonales	7 grandes banques	12 banques cantonales	
1936	3,82	3,83	3,08	4,23
1937	3,18	3,10	2,99	4,05
1938	2,83	2,80	2,68	3,78
1939	3,02	3,06	2,48	3,74
1940	3,67	3,73	2,59	3,89
1941	3,26	3,32	2,64	3,89
1942	2,96	3,00	2,50	3,76
Décembre 1941	3,03	3,04	2,58	3,87
» 1942	2,95	2,93	2,50	3,76
Recul du taux de l'intérêt de décembre 1941 à déc. 1942	— 0,08	— 0,11	— 0,08	— 0,11

Le recul du taux de l'intérêt des obligations de caisse, des dépôts d'épargne et des hypothèques s'est poursuivi au cours du premier semestre, mais à un rythme moins rapide que l'année précédente; il a pris fin au cours du second semestre; depuis le mois de novembre on enregistre une tendance à la hausse.

Au début de 1942, la hausse des cours des actions a été assez impétueuse; elle a été suivie d'un fléchissement, les milieux boursiers s'étant rendu compte que les bénéfices de guerre ne peuvent croître à l'infini. Mais cette régression était déjà compensée en novembre; on note des cours record à la fin de l'année. Les cours moyens ont évolué comme suit au cours de ces dernières années (en pour-cent de la valeur nominale):

		Indice général des cours des actions	Indice des actions industrielles
1936	Moyenne annuelle	119	191
1937	» »	174	249
1938	» »	189	305
1939	» »	166	298
1940	» »	146	280
1941	» »	166	305
1942	» »	187	318
Fin décembre 1941		178	319
» » 1942		193	332

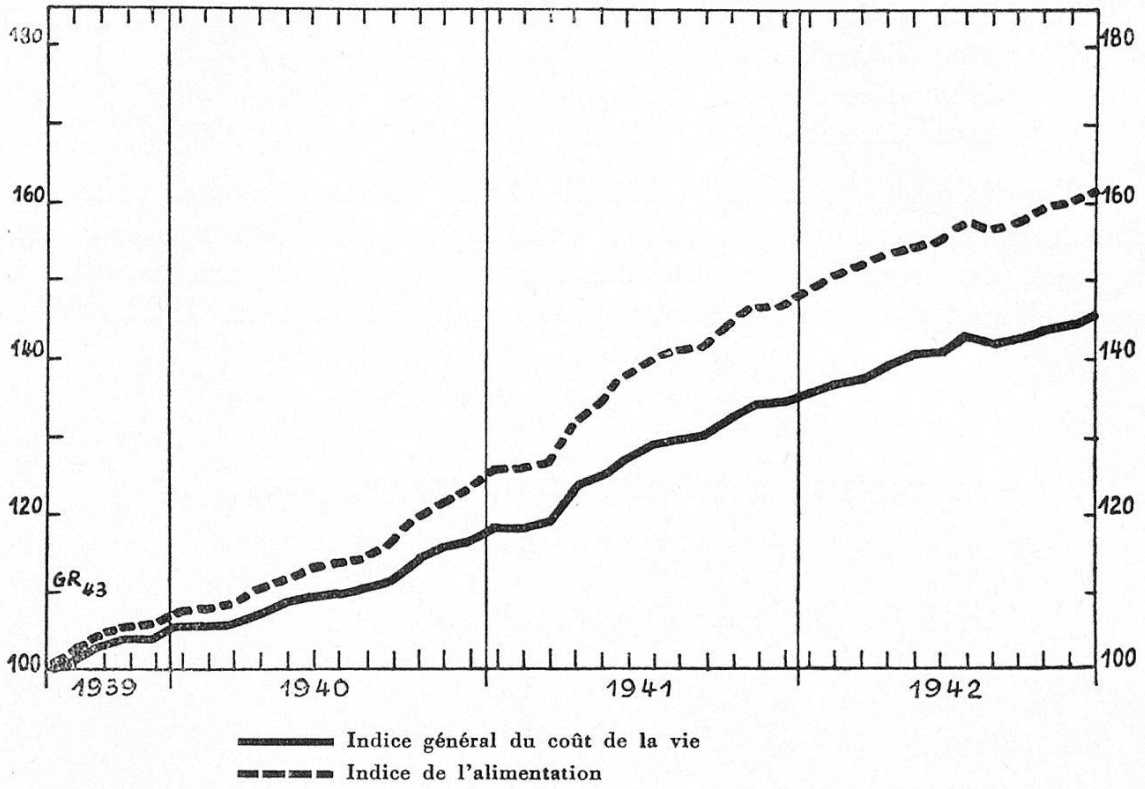
A la fin de décembre 1942, l'indice général des actions (moyenne de toutes les actions considérées) était de 13 % plus élevé qu'un an auparavant. Pour la même période, la montée de l'indice des actions industrielles est de 4 %. La progression a donc été faible en 1942. Les gains les plus importants ont été réalisés par les actions des compagnies d'assurance et de l'industrie de l'alimentation (ce dont le consommateur prendra connaissance avec intérêt); en revanche, les valeurs de l'industrie des machines, de l'industrie chimique et des banques sont demeurées relativement stables.

Les prix

ont poursuivi leur ascension, bien que moins rapidement qu'en 1941. Les nombres-indices officiels ont évolué comme suit au cours de ces dernières années:

		Indice du coût de la vie dont:				
	Indice des prix de gros	Indice général	Alimentation	Habillement	Chauffage et éclairage	Loyer
	Juin 1914 = 100					
1936	96	130	120	111	113	178
1937	111	137	130	120	116	175
1938	107	137	130	123	116	174
1939	111	138	132	121	116	174
1940	143	151	146	145	132	173
1941	184	174	175	184	145	173
1942	210	193	200	215	152	174
Décembre 1941	199	184	189	198	148	173
» 1942	215	200	208	225	154	174
Modification de	%	%	%	%	%	%
déc. 1941/42	+ 7,9	+ 8,3	+ 9,9	+ 13,6	+ 3,8	+ 0,01
Modification août 1939/déc. 1942	+ 99,9	+ 45,5	+ 58,6	+ 87,5	+ 34,1	+ 0,01

Coût de la vie (août 1939 = 100).



En 1942, l'indice des prix de gros a progressé de 7,9 % contre 21,3 % en 1941. Depuis le début de la guerre, les prix de gros ont exactement doublé. Ceux des métaux ont augmenté de 21 %; la hausse est de 13 % pour le groupe des textiles, du cuir et du caoutchouc. Elle est minime pour les autres catégories de matières premières et produits industriels. L'indice des denrées alimentaires végétales et animales est monté de 9 %.

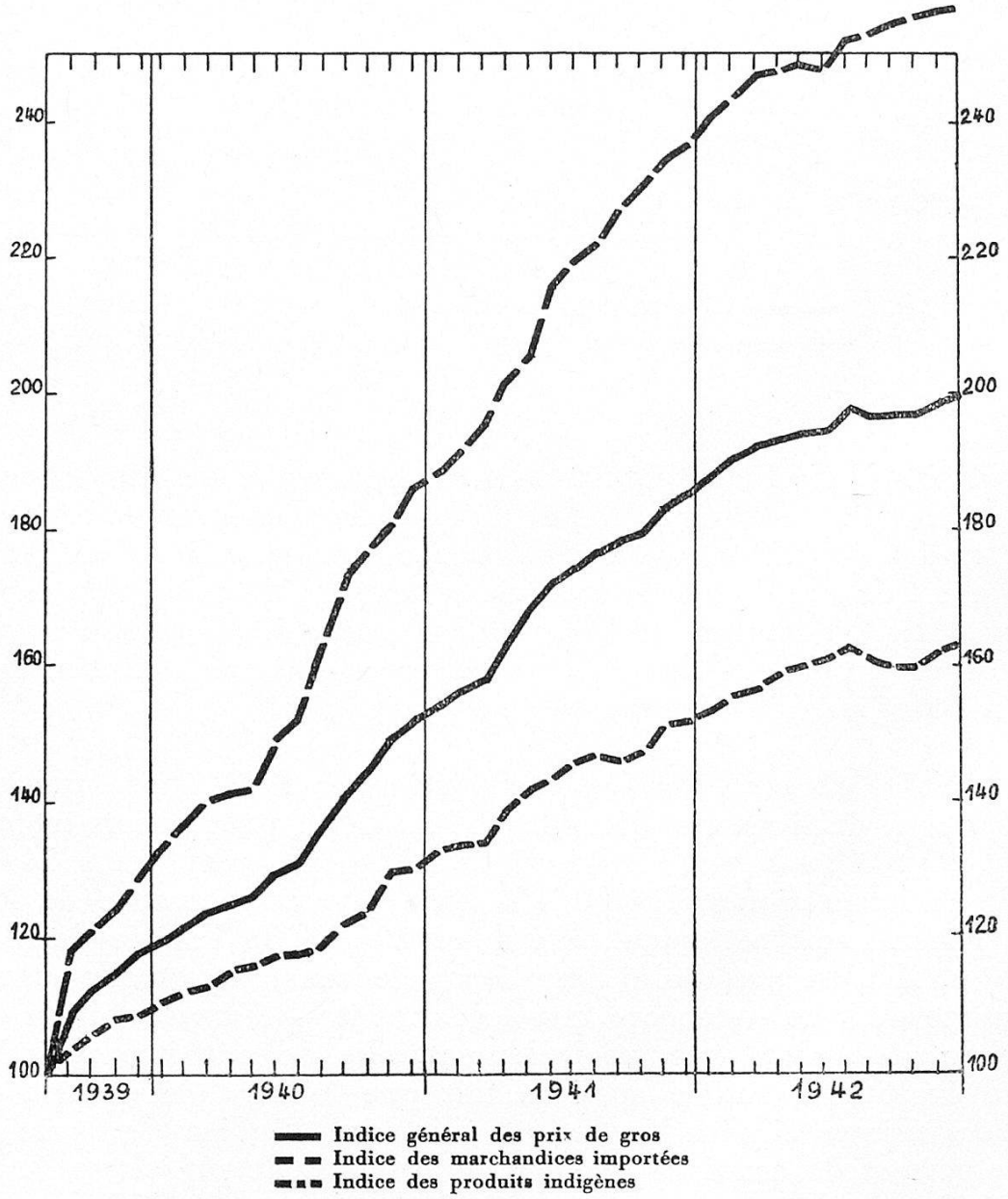
L'*indice du coût de la vie*, en décembre 1942, était supérieur de 8,3 % à celui de fin décembre 1941. Cette progression est due avant tout à la hausse de l'indice de l'habillement (plus 14 %) et de l'alimentation (plus 10 %). Bien que cette avance de l'indice général soit nettement inférieure à celle de l'année dernière (15 %), il n'est pas moins inquiétant de constater qu'elle atteint et même dépasse — encore que légèrement — l'augmentation des prix de gros, alors que, normalement, elle devrait être moindre. Cette évolution, comme aussi le fait que le renchérissement des denrées alimentaires a fortement influencé l'indice des prix de gros, permet de conclure que *les majorations de prix enregistrées en 1942 sont dues en grande partie à des facteurs indigènes.*

Le développement des prix des deux groupes de produits (importés et indigènes) à la base de l'indice du commerce de gros (voir le graphique suivant) confirme cette conclusion:

		Produits importés	Produits indigènes	Indice général des prix de gros
1939	août	100	100	100
1940	décembre	186	131	153
1941	décembre	236	152	185
1942	décembre	257	163	200

Tandis que, jusqu'à la fin de 1941, la hausse des prix des marchandises importées a été double de celle des produits indigènes, le renchérissement des deux groupes de marchandises, exprimé en pour-cent, a été sensiblement le même en 1942.

Prix de gros (août 1939 = 100)



A la fin de décembre, l'indice du coût de la vie était supérieur de 45,5 % (de 46,4 % à la fin de janvier 1943) au chiffre d'août 1939. Ce sont les indices de l'habillement (plus 97,5 %) et de l'alimentation (plus 58,6 %) qui accusent la hausse la plus forte.

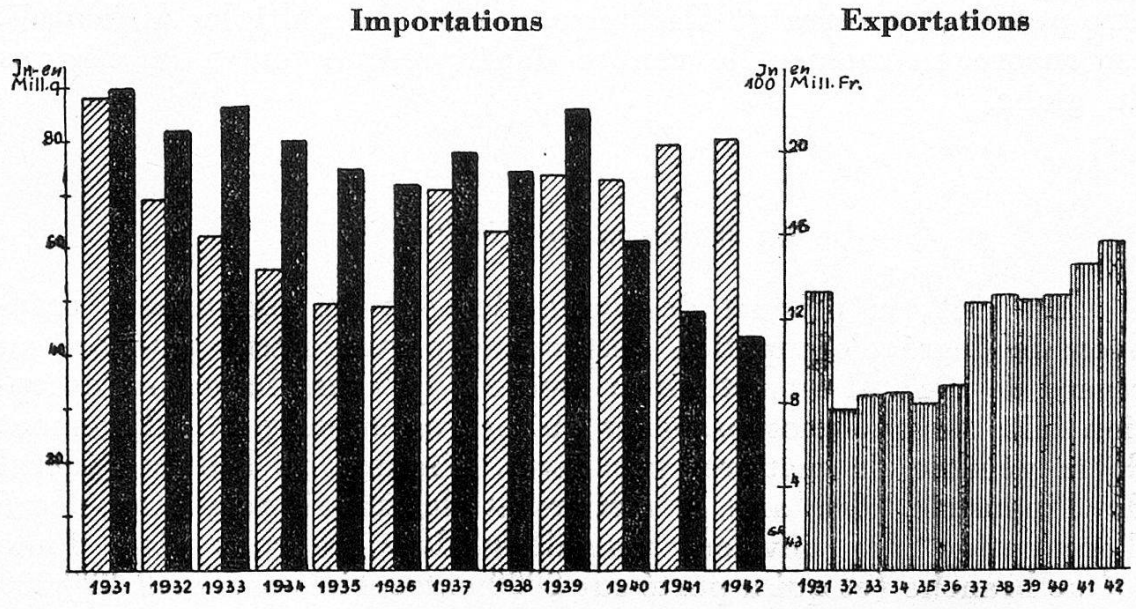
Toutefois, une comparaison avec les chiffres de la dernière guerre permet de constater que, malgré des circonstances plus défavorables (diminution des importations, blocus plus rigoureux et plus efficace), la montée des prix est plus lente.

Le commerce extérieur.

Les autorités compétentes ne publient plus de renseignements sur la nature et la quantité des marchandises exportées ou importées, sur les pays d'origine et de destination, nous devons nous contenter de données globales.

	Importations	Exportations	Excédent des importations
	en millions de francs		
1936	1266	882	384
1937	1807	1286	521
1938	1607	1317	290
1939	1889	1298	591
1940	1854	1316	538
1941	2024	1463	561
1942	2049	1572	477

En temps normal, l'augmentation de 1 % des importations et celle de 7 % (108 millions de francs) des exportations nous engagerait à conclure à une évolution satisfaisante du commerce extérieur. Mais, ensuite de la forte augmentation des prix, les chiffres concernant la valeur ne donnent plus que des indications très relatives. Dans les circonstances actuelles, notamment en ce qui regarde les importations, c'est le volume qui est décisif. En 1942, les arrivages en provenance de l'étranger ont été inférieurs



Hachure : Valeur
Noir : Volume

de 10 % (47,000 wagons chargés) à ceux de 1941, bien que, pour une quantité moindre, nous avons dû payer 25 millions de francs de plus. Le graphique qui suit indique nettement le déséquilibre entre le volume et la valeur des importations qui ne cesse de s'aggraver depuis 1939. Les importations — où les denrées alimentaires et les matières premières en vrac (blé, charbon, métaux, etc.) occupent une place considérable — ont évolué comme suit au cours des dernières années:

	Importations en 1000 tonnes	Indice de 1938 = 100
1938	7379	100
1939	8660	117
1940	6114	83
1941	4787	65
1942	4316	59

Ces chiffres sont caractéristiques de l'aggravation progressive de notre approvisionnement. En 1942, les importations ont été inférieures de 41 % à celles de 1938 (dont une faible partie étaient déjà destinées à l'accumulation de réserves en prévision de la guerre).

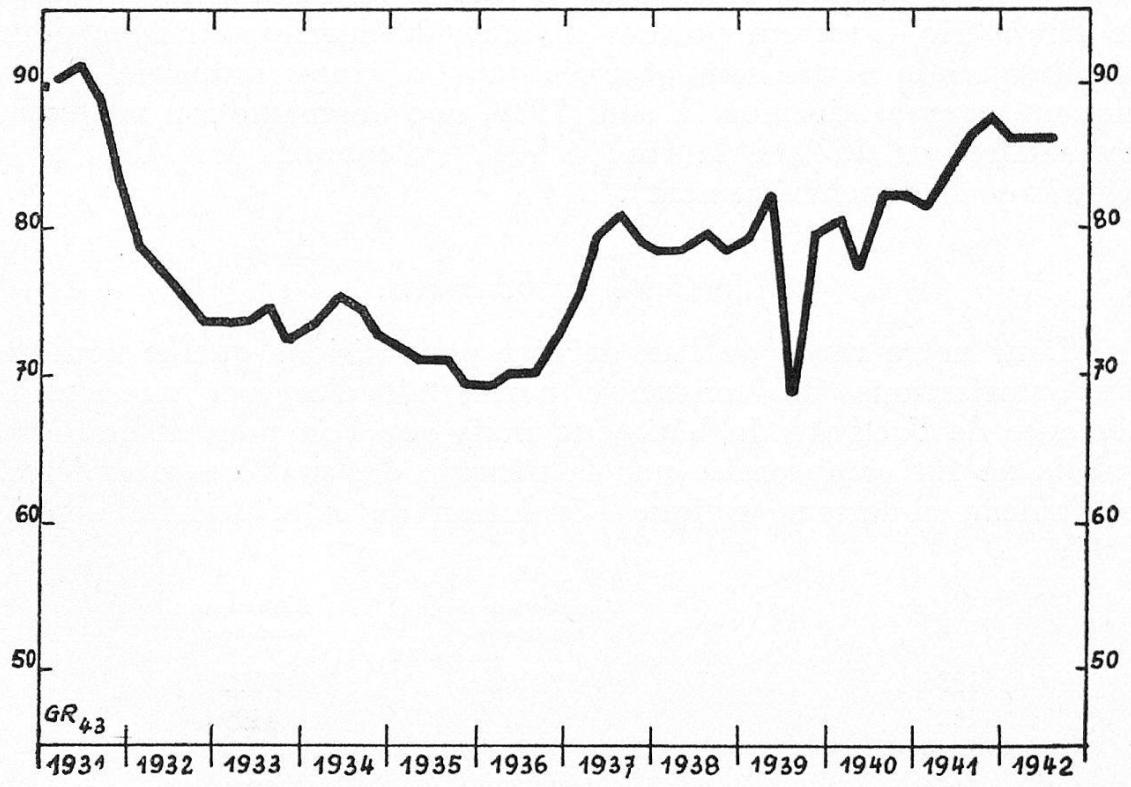
Quant aux exportations, elles se sont maintenues d'une manière réjouissante; leur valeur, en raison de la hausse des prix, a même augmenté. Mais, chaque produit exporté nécessitant des matières premières et de la main-d'œuvre dont nous avons un besoin urgent pour notre propre approvisionnement, cet accroissement des exportations ne laisse pas d'avoir un côté négatif. Quoi qu'il en soit, le maintien des relations économiques pendant la guerre n'en est pas moins précieux. Lorsque des renseignements détaillés pourront être publiés, on verra que la Suisse, malgré de multiples difficultés, est encore en mesure de vendre dans presque toutes les régions du globe.

La situation de l'industrie.

En 1942, la plupart des industries ont été pleinement occupées; le degré d'occupation s'est même partiellement amélioré au regard de 1941. Il est nettement meilleur qu'avant la guerre, exception faite de quelques branches qui se ressentent particulièrement de la pénurie de matières premières. L'indice de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail relatif au degré d'occupation des ouvriers travaillant dans les entreprises d'une même branche (et qui a porté sur 2000 entreprises occupant 200,000 ouvriers environ) a évolué comme suit (moyenne annuelle 1929 = 100):

	Indice des ouvriers occupés		
	1940	1941	1942
Industrie du coton	71,6	66,0	60,1
Industrie de la soie et de la soie artificielle	38,0	45,4	49,1
Industrie de la laine	110,5	103,2	100,8
Industrie du lin	146,1	168,6	169,5
Broderie	44,0	46,7	48,5
Autres industries textiles	52,2	54,2	52,0
Vêtement, équipement	102,1	100,2	92,6
Denrées alimentaires, bière, tabac, boissons	89,7	86,6	81,5
Industrie chimique	101,9	105,8	115,0
Papier, cuir, caoutchouc	97,0	101,0	102,4
Arts graphiques	88,7	96,4	102,8
Travail du bois	67,5	79,9	84,3
Industrie des machines et métaux	94,7	99,8	104,5
Horlogerie, bijouterie	75,3	92,5	100,4
Terre et pierres	71,3	85,5	90,0
Industrie du bâtiment	41,7	54,4	53,6
Indice général	80,3	84,3	85,6

Indice des ouvriers occupés dans les mêmes entreprises (1929 = 100).



L'effectif des ouvriers occupés (moyenne de toutes les industries) a été plus élevé de 1,3 % qu'en 1941 et de 5,3 % comparativement à 1940. Le fait qu'il soit encore inférieur de 14,4 % au chiffre de 1929 est probablement dû aux méthodes d'investigation, qui n'englobent pas toujours les mêmes entreprises et qui, partant, ne peuvent tenir compte des modifications de structure qui se pro-

duisent au cours des années dans et entre les diverses branches. Il n'est pas possible que le degré d'occupation de 1942 ait été à tel point inférieur à celui de 1929, étant donné qu'à l'exception des ouvriers mobilisés et de ceux affectés aux compagnies de travail, presque tous ont été pleinement occupés. A l'automne 1942, le nombre des ouvriers des entreprises assujetties à la loi sur les fabriques était inférieur de 10 % à celui de 1929; on peut admettre le même recul pour les arts et métiers.

La situation est particulièrement favorable dans l'industrie chimique, les machines et métaux, l'horlogerie et l'industrie du lin, où l'effectif des ouvriers s'est encore accru considérablement en 1942; il est actuellement supérieur à celui de 1929. En revanche, on constate un recul, au regard de 1941, dans les industries du coton, de l'habillement, de l'alimentation et du bâtiment, branches qui se ressentent fortement du contingentement et du rationnement des matières premières.

En 1942, comme l'année précédente, les salaires n'ont été adaptés qu'avec beaucoup de retard et d'une manière insuffisante à la hausse du coût de la vie. Les enquêtes de l'Office fédéral pour l'industrie, les arts et métiers et le travail relatives à la situation de l'industrie — et qui portent sur 150,000 ouvriers environ, dont la plus grande partie sont occupés dans la grosse industrie — indiquent, comparativement à août 1939, une augmentation moyenne des salaires de 25 % à la fin de 1942 (y compris les allocations régulières de renchérissement).

L'activité du bâtiment.

Dans notre revue de l'an dernier nous disions que le nombre des autorisations de construire permettait d'espérer une recrudescence de l'activité du bâtiment, mais que l'on pouvait craindre qu'elle ne fût compromise par la pénurie des matières premières. Le tableau ci-dessous indique l'évolution de cette activité depuis 1936:

	Autorisations de construire	Habitations terminées
	dans 30 villes	
1936	3219	3177
1937	6444	4199
1938	8537	6114
1939	5667	6774
1940	2834	3499
1941	5055	3222
1942	3929	3735

En 1942, le nombre des habitations terminées a été supérieur de 16 % aux chiffres de 1940 et 1941, mais nettement inférieur à ceux de la période d'avant-guerre, qui ne peuvent être considérés

comme satisfaisants. Cette amélioration est due avant tout au fort accroissement des habitations terminées à Zurich (1608 en 1942 contre 1061 en 1940). En outre, cette progression est due uniquement aux résultats du premier semestre; on enregistre un recul dès le second semestre.

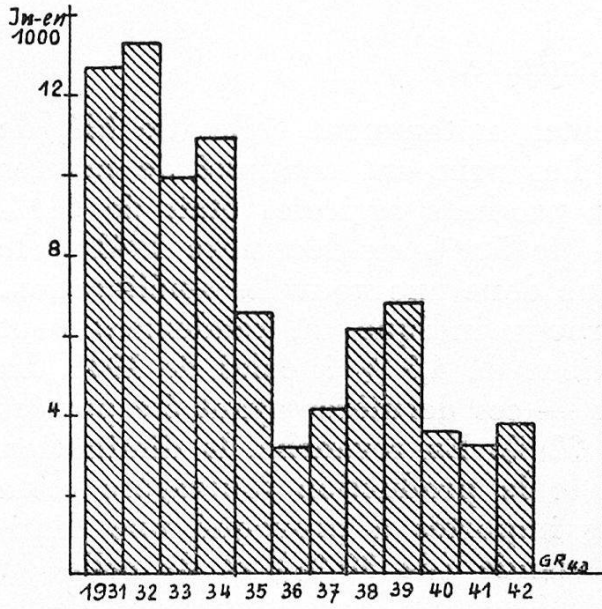
La diminution de 22,3 % au regard de 1941, du nombre des autorisations de construire permet de conclure que l'activité du bâtiment subira un nouveau ralentissement en 1943, tout au moins pour le premier semestre. Nous ne savons pas encore si les subventions considérables promises par les pouvoirs publics en vue d'encourager la construction dans les localités qui souffrent d'une pénurie de logements auront pour effet un regain d'activité au cours du second semestre.

L'industrie, comme l'année précédente, a fait procéder à de nombreuses constructions et transformations, la plupart des branches ayant de grosses commandes. Le nombre des projets soumis aux inspecteurs fédéraux des fabriques (les transformations sont nettement plus nombreuses que les constructions nouvelles) a été de 1908 en 1942:

	Constructions et transformations industrielles autorisées
1936	654
1937	1086
1938	1115
1939	1153
1940	1283
1941	1832
1942	1908

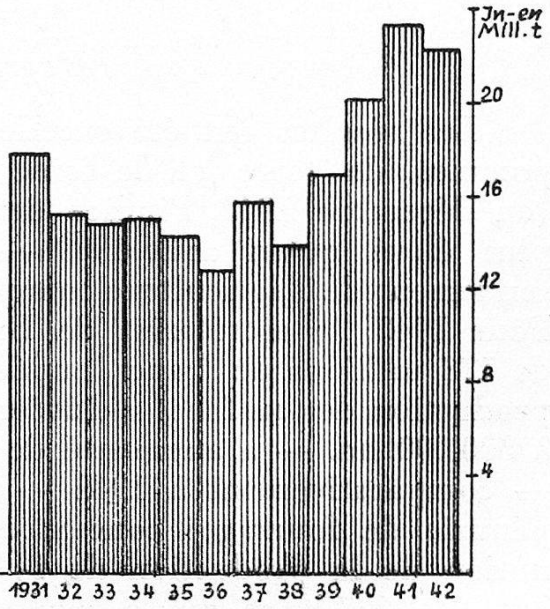
Activité du bâtiment

Nombre des habitations terminées dans 30 et 33 villes



Trafic-marchandises C.F.F.

en millions de tonnes



Les constructions dites d'intérêt national sont toujours aussi nombreuses. Il faut y ajouter les *travaux d'amélioration foncière* indispensables pour assurer l'extension des cultures. Ils exigent un nombre croissant de travailleurs auxquels les organisations syndicales doivent s'efforcer d'assurer des conditions de travail et de salaire acceptables.

Quelques chiffres relatifs à l'activité économique de 1929 à 1942.

	Importations en millions de francs	Exportations en millions de francs	Trafic-voyageurs des C.F.F. en millions de personnes	Trafic-marchandises des C.F.F. en millions de tonnes	Nombre des nouvelles habitations terminées dans les 30 localités les plus importantes	Rendement brut de l'agriculture en millions de francs
1929	2731[1]	2078[1]	126,6	19,3	9,330	1479
1930	2564[1]	1747[1]	127,9	18,5	10,294	1368
1931	2251[1]	1336[1]	124,3	17,8	12,681	1344
1932	1763[1]	769[1]	116,9	15,3	13,230	1208
1933	1595	819	114,9	14,8	9,910	1171
1934	1434	824	114,3	15,0	11,011	1172
1935	1283	795	109,9	14,2	6,661	1139
1936	1266	882	107,0	12,8	3,177	1103
1937	1807	1286	112,0	15,8	4,199	1258
1938	1607	1317	113,3	13,9	6,114	1297
1939	1889	1298	119,1	17,0	6,774	1289
1940	1854	1316	124,5	20,2	3,499	1491
1941	2024	1463	143,3	23,3	3,222	1678
1942	2049	1572	158,6[2]	22,3[2]	3,735	1784

[1] Sans les transformations et réparations.
[2] Chiffre provisoire.

L'agriculture.

Les récoltes ont été excellentes, notamment celles de blé, de pommes de terre et de foin. Les prix ont continué de monter (en décembre 1942, l'indice des produits agricoles était de 64 % plus élevé qu'en août 1939 — de 50 % en décembre 1941); le rendement de l'agriculture marque donc une nouvelle amélioration. Pour 1942, le secrétariat de Brougg indique un rendement brut de 178 millions de francs, supérieur de 4,5 % à celui de 1941. La production des surfaces cultivées — ces dernières ayant été portées à 300,000 ha. — a augmenté de 22 %. En revanche, la diminution — comparativement à 1941 — de la production fourragère et la pénurie de fourrages concentrés importés a provoqué une diminution de la production de la viande (de 30 %) et de celle du lait (de 6 %), ce qui a rendu nécessaire le rationnement de la

viande puis celui du lait. Bien que les frais de production aient augmenté, il semble que le produit net, c'est-à-dire la rémunération du travail du producteur agricole, ait continué de s'améliorer. Pour 1941, le secrétariat de Brougg l'estimait en moyenne à fr. 10.81 par journée d'hommes (pour disposer du même pouvoir d'achat, l'ouvrier d'industrie doit gagner fr. 14.90). En conséquence, l'écart entre le gain du paysan et celui de l'ouvrier d'industrie s'est accentué, au détriment du second.

Les transports.

Le trafic des chemins de fer, demeuré extraordinairement dense, atteint ici et là des chiffres record. Bien que le *trafic-marchandises* des C.F.F. (22,3 millions de tonnes) soit inférieur de 4 % à celui de 1941, il n'en est pas moins plus élevé que celui de toutes les années précédentes. Les recettes du trafic-marchandises (275 millions de francs) n'ont fléchi que de 1 %. Le nombre des voyageurs transportés (158,6 millions) est supérieur de 19 % au chiffre record de 1941. Les recettes ont atteint 176 millions de francs, en augmentation de 9 %. Mais les dépenses d'exploitation s'étant accrues plus rapidement que les recettes, l'excédent d'exploitation a diminué.

Les résultats de l'industrie hôtelière et du tourisme peuvent être considérés comme satisfaisants. Les hôtes étrangers jouent un rôle tout à fait secondaire; leur nombre ne révèle que de faibles fluctuations (il oscille entre 143,000 et 170,000 nuitées par mois), étant donné que, dans la plupart des cas, il s'agit d'étrangers faisant de longs séjours dans les sanatoriums et établissements similaires. Quant aux arrivées de touristes étrangers, elles ont presque entièrement cessé (en 1937, les nuitées avaient atteint un minimum de 224,000 en novembre et un maximum de 1,103,000 en août). Les séjours de vacances d'hôtes indigènes — qui ont augmenté de plus de 10 % depuis la guerre — permettent une modeste compensation. Les chiffres ci-dessous indiquent le mouvement des nuitées de 1941 à 1942:

	Janv./Nov. 1941	Janv./Nov. 1942	Modification absolue	Modification en %
Hôtes indigènes	8,861,687	9,433,141	+ 571,454	+ 6,4
» étrangers	1,487,816	1,753,246	+ 265,430	+ 17,8
	10,349,503	11,186,387	+ 836,884	+ 8,1

Le chômage

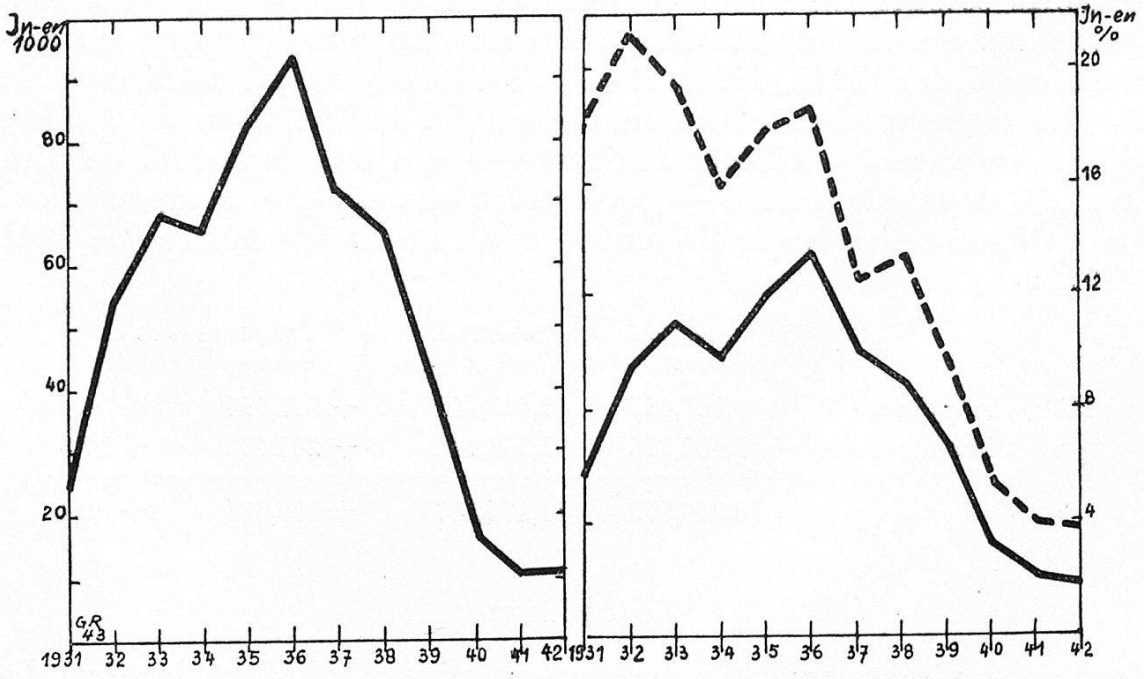
s'est approximativement maintenu au niveau de l'an dernier. Le tableau ci-dessous indique les fluctuations de la moyenne annuelle des personnes en quête d'emploi et des chômeurs complets:

	Nombre des		Ampleur du chômage parmi les membres des caisses de chômage (en pour-cent)	
	personnes en quête de place	chômeurs complets	Chômeurs complets	Chômeurs partiels
1929	8,131	—	1,8	1,7
1930	12,881	—	3,4	7,2
1931	24,208	—	5,5	12,2
1932	54,366	—	9,3	12,0
1933	67,867	—	10,8	8,5
1934	65,440	—	9,7	6,0
1935	82,468	—	11,8	5,9
1936	93,009	80,554	13,2	5,3
1937	71,130	57,949	9,9	2,5
1938	65,583	52,590	8,7	4,5
1939	40,324*	36,663	6,5	2,9
1940	16,374	14,785	3,1	2,1
1941	10,550	9,095	2,1	1,6
1942	10,676	8,841	1,9**	1,9**

* Une comparaison exacte avec l'année précédente n'est pas possible.
** Estimation provisoire.

Le nombre des chômeurs complets a légèrement reculé pour atteindre la proportion la plus basse (1,9 %) enregistrée par les caisses d'assurance-chômage depuis 1929; en revanche, le chômage partiel a un peu augmenté, ce qui est dû à la pénurie des matières premières, dans le textile notamment.

Chômage



Nombre des personnes en quête d'emploi

Chômeurs complets

Chômeurs complets et partiels (en % de l'effectif des membres des caisses de chômage

Cependant, il ne faut pas oublier que le service militaire, les mesures de création de possibilités de travail et les travaux dits d'intérêt national absorbent un grand nombre de travailleurs. Le chômage serait certainement plus considérable sans ces travaux. Le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre des personnes occupées dans le cadre de la création de possibilités de travail:

	1939	1940	1941	1942
Travaux de nécessité:				
Chômeurs	7,621	2,270	1,804	1,284
Autre main-d'œuvre	3,023	1,420	1,318	977
Service du travail volontaire	649	94	51	39
Service technique du travail	171	133	115	106
Service du travail pour commerçants	110	75	71	62
Travaux de nécessité administratifs	82	139	217	190
Bureaux d'adresses	280	230	202	168
Cours de perfectionnement professionnel	564	286	225	210
	12,500	4,647	4,003	3,036
Travailleurs affectés aux travaux d'intérêt national	—	—	—	24,752
Dont 4528 aux travaux d'amélioration foncière (moyenne de juillet/décembre)	—	—	—	4,528

Répartition des personnes en quête d'emploi entre les diverses professions.

	1939	1940	1941	1942
Industrie du bâtiment	16,676	5,966	3,135	3,958
Commerce, administration	3,229	1,802	1,487	1,527
Manœuvres, journaliers	2,874	1,038	806	750
Industrie textile	3,032	841	645	693
Industrie des machines et métaux	1,252	769	608	636
Industrie hôtelière	1,535	1,030	746	529
Horlogerie et bijouterie	669	415	386	388
Travail du bois et du verre	1,904	693	405	319
Habillement, nettoyage	565	164	182	203
Arts graphiques	4,452	1,604	474	179
Alimentation, boissons, tabac	491	248	240	170

Comme l'an dernier, c'est l'industrie du bâtiment qui accuse le nombre le plus élevé de chômeurs (800 de plus qu'en 1940), ce qui est dû avant tout aux conditions atmosphériques de début de l'année, qui sont demeurées longtemps défavorables. Il s'agit donc d'un chômage nettement saisonnier. Dans le commerce et l'administration, en revanche, nous sommes en présence d'un résidu de chômage structurel. Dans tous les autres groupes, les chiffres du chômage sont très bas.

*

Au cours des trois premières années de guerre, la situation économique de la Suisse est demeurée meilleure qu'on ne l'espérait. Les difficultés consécutives à la pénurie des matières premières sont encore loin d'être aussi graves qu'on ne le craint depuis deux

ans; les interventions de l'Etat ont permis de les atténuer en partie. Mais nous n'avons aucune garantie que l'évolution ultérieure se poursuive d'une manière aussi satisfaisante. De même, nous ne pouvons dire dans quelle mesure les « injections inflationnistes » (auxquelles les dépenses exigées par la défense nationale économique et militaire sont assimilables) contribuent à l'activité économique et les réations qui peuvent se produire lorsque ces injections prendront fin.

D'autre part, il ne faut pas oublier que nous vivons en régime d'économie dirigée, encore que cette planification, improvisée, soit insuffisante et certainement plus bureaucratique qu'elle ne le serait en temps normal. Quoi qu'il en soit, même les adversaires les plus résolus de l'économie dirigée doivent reconnaître que c'est à elle seule — si l'on fait abstraction des graves injustices résultant du manque de planification dans le domaine social — que nous devons d'avoir pu résister comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant aux difficultés.

L'urgence d'une révision de la législation en matière d'assurance militaire.

Par Me *Silberroth*, avocat à Davos.

I. Introduction.

Depuis le début de la guerre, des plaintes ne cessent de s'élever quant à la pratique de l'assurance militaire (A.M.): cette dernière est devenue, en quelque sorte, un foyer d'infection dans notre organisme d'Etat. Rien d'étonnant, dans ces conditions, que la réforme de la loi sur l'assurance militaire, soit à l'ordre du jour des associations de juristes, de même que de l'Assemblée fédérale.

C'est ainsi qu'au cours de l'assemblée de la Société suisse des juristes [1], du 12 septembre 1942, deux exposés, l'un du Dr Hermann

---

[1] La presse ouvrière ne porte guère d'intérêt aux assemblées de la Société suisse des juristes — qu'il ne faut pas confondre avec celles de la Fédération suisse des avocats — en quoi elle a tort. En effet, cet important collège de juristes a exercé une influence essentielle sur l'évolution du droit suisse, contribué à la suppression de dispositions législatives désuètes et élaboré, en vue du remplacement de celles-ci, des projets de lois modernes et meilleures. A une époque où le droit est bafoué, parce que le monde, reniant tout sentiment humain et s'adonnant à un nationalisme exacerbé, est actuellement en proie à une bestialité sans frein, l'assemblée de la Société suisse des juristes devait revêtir une signification toute particulière. On en vit le témoignage non seulement dans le sérieux et la dignité qui inspirèrent les délibérations — les participants étaient réunis sous la devise « le droit doit rester le droit » —, mais encore dans la noblesse de pensée dont firent preuve les divers orateurs. Ce fut notamment le cas du président de la société, Dr Auguste Simonius, profes-